

[Texte]

Quand on parle de remise de dettes, on fait souvent des généralisations en ce sens que l'on parle d'une politique de remise de la dette. Je voudrais savoir quels sont les mécanismes qu'on prend face à certains pays que l'on pourrait peut-être taxer de «citoyens du monde», mais dont la réputation est assez douteuse. Je pense à des pays qui, d'une certaine façon, ont un *mismanagement* institutionnalisé et où la corruption est systématique au niveau gouvernemental et qui, de toute évidence, ne semblent pas démontrer l'intention de changer leur comportement puisqu'ils continuent de faire appel à nous et à d'autres organismes internationaux pour remettre de l'ordre dans leur pays, ou qui ont décidé carrément de nier qu'ils ont des dettes et cessent alors de payer les intrêts.

Je voudrais savoir, d'une part, comment l'on fait pour faire la différence entre ces pays? Et d'autre part, quels sont les mécanismes qui sont prévus pour cela? On a parlé du Chili tout à l'heure. On pourrait parler de l'Argentine; je qualifierais l'Argentine de pays dont la réputation, comme «citoyen du monde», est assez douteuse. Je ne pense pas, par exemple, qu'on devrait traiter l'Argentine sur la même base que le Chili, l'Uruguay ou d'autres pays. Je voudrais savoir de quelle façon nous, comme pays ou comme gouvernement, on fait la différence entre ces pays-là?

Mr. Wilson: We distinguish between them in the decisions through the World Bank, the International Monetary Fund in particular, as to whether or not further funds are going to be made available to these countries. If they are not making decisions, embarking on programs to change the direction in which they have been going, if they are not dealing with the causes of their problems, then clearly, continuing to lend funds to these organizations will lead to those moneys being wasted. They will not be put to good use. So we distinguish.

There is a good deal of work under way right now, as I indicated in my opening statement, on how to deal with countries that are in arrears to the international financial institutions. They have not followed good policy in the past and they have allowed themselves to get into arrears. We are trying to recognize that when those countries decide to follow policies that will bring them back into healthier economic positions the international financial institutions must respond.

• 0950

For some time now we have been trying to pull together a package that will draw Guyana out of its arrears position with the IFIs. We are very close to success. It is not finished yet, but a good deal of work has been accomplished. We distinguish between countries which are doing well. In Mexico they received the support of the World Bank and the IMF. Until an Argentina or a Brazil follows the policy direction that we feel is appropriate, they will not receive the support of the World Bank and the International Monetary Fund. So we

[Traduction]

When we talk about debt forgiveness, we tend to speak in broad policy terms. I would like to know what steps we take in dealing with certain countries that, in spite of their status as "world citizens", have a rather questionable reputation. I am thinking of countries that have been guilty of a form of institutionalized management and with systematic government corruption, countries that have shown no intention to change their behavior but continue to appeal to us and other international organizations to put order into the house or that have decided to disregard their debts and stop paying interest.

I would like to know how we go about making a distinction among these countries. Are there any particular mechanisms in use? Reference was made to Chile. We might bring up the example of Argentina, which I would describe as having a rather doubtful reputation. In my opinion, Argentina should not be treated in the same way as Chile, Uruguay or other countries. I would like to know how we, as a country or a government, distinguish between these different countries?

M. Wilson: La distinction se fait au niveau de la Banque mondiale, et notamment du Fonds monétaire international, quand il s'agit de décider si de nouveaux crédits seront accordés à ces pays. S'ils n'ont pas prévu de programmes destinés à changer leur orientation et s'ils ne s'attaquent pas aux racines du mal, ils vont simplement gaspiller les nouveaux prêts qu'ils reçoivent, l'argent ne sera pas bien utilisé. Donc, nous faisons des distinctions.

Comme je l'ai dit dans ma déclaration, il y a des travaux en cours quant à la façon d'agir avec les pays qui ont des arriérés vis-à-vis des institutions financières internationales. A cause de leurs erreurs du passé, ces pays se sont mis dans une situation où ils sont en retard dans leurs paiements. Nous essayons de reconnaître que lorsque ces pays décident d'appliquer des politiques qui les ramèneront dans une situation économique plus saine, les institutions financières internationales doivent en tenir compte.

Depuis quelque temps déjà, nous essayons de mettre au point un programme qui permettra à la Guyana de se sortir de son arriéré à l'égard des institutions financières internationales. Nous sommes bien près de réussir. Le travail n'est pas tout à fait terminé, mais on a fait beaucoup de progrès. Nous faisons la distinction en faveur des pays qui vont bien. Le Mexique reçoit l'appui de la Banque mondiale et du FMI. Dans le cas des pays comme l'Argentine ou le Brésil, tant qu'ils n'appliquent pas une politique que nous jugeons convenable, ils ne reçoivent